



Toulouse le 13 juin 2021

Destinataires : FNROS et Présidents - UROS MPLR : Membres du CA et adhérents

Objet : Actualités sociales

L'OBS 11 mai 2021 : Dans une France marquée à la fois par le numérique et le vieillissement l'Etat doit se mettre en réseau, mais aussi tenir compte de l'illectronisme. Pour Philippe Wahl, PDG de la Poste, « Quand La Poste était un Département de l'Etat, le courrier constituait 70% de son chiffre d'affaire, contre 19% en 2020. En 2049, ce sera 2% ». A cette horizon de 3 décennies, la Poste sera « l'entreprise du lien, dans une société qui sera caractérisée, La Poste sera « l'entreprise du lien, dans une société qui sera caractérisée par son vieillissement – Il y aura 3 millions de nonagénaires – et sa digitalisation ». « Il y aura de plus en plus de colis » que les facteurs continueront à livrer, mais ils seront aussi devenus conseillers administratifs, livreurs de repas et de médicaments et ils feront aussi « de la pure visite de lien social » pour lutter contre l'isolement. « Le numérique est porteur de solutions mais aussi d'exclusion ». Le facteur a donc vocation à devenir « un écrivain public numérique », et la Poste, « à laquelle les gens font confiance, un protecteur de l'intimité numérique ».

Pour Renaud Villar, directeur de la CNAV, « nous n'opposons pas le numérique et le papier, le numérique et les gens ». Le numérique aide à détecter des personnes en difficulté afin de les contacter et d'essayer de les aider. « Nous n'avons pas abandonné le présentiel malgré le COVID, en 2020, nous avons eu 300 000 rendez-vous, dont 200 000 à domicile ». « En 2049, il y aura sept fois plus de centenaires en France ». Cela nécessitera de nouveaux modèles économiques, ce qu'on appelle la « sylver – économie » (technologies et services pour les personnes âgées), et « à l'Assurance Vieillesse, notre rôle est de les aider ».

La Dépêche 4 juin 2021 : Interrogé par les médias, Emmanuel macron a estimé que la très controversée Réforme des retraites ne pouvait pas « être reprise en l'état », après sa suspension en mars 2020, au début de la pandémie COVID 19. « Je ne pense pas que la réforme qui était initialement envisagée puisse être reprise en l'état .... C'est la mère des réformes pour moi » mais, « il est trop tôt » pour se prononcer pour l'avenir de la réforme pour laquelle, « rien n'est exclu ».

La Dépêche 6 juin 2021 : La question du contenu de la Réforme des Retraites agite la classe politique. Pour Emmanuel Macron, reprendre la réforme dès à présent « ce ne serait ne pas prendre en compte le fait qu'il y a déjà beaucoup de peurs ». Il renvoie le débat à l'horizon début juillet, lorsqu'il présentera sa feuille de route pour les prochains mois. Un « Sommet Social » pourrait être organisé avec les partenaires sociaux. Pour Christophe Castaner, « le courage politique d'est d'assumer ; quand il y a un problème, on le traite. Une courte majorité des français (53% contre 47% estime qu'il est temps de relancer cette réforme. François Bayrou, patron du Modem, considère que la réforme des retraites doit se situer « au cœur de la campagne présidentielle ». Éric Woerth, ancien ministre du Budget milite pour « qu'on aille assez vite », notamment pour repousser l'âge de départ à la retraite, et pour supprimer les régimes spéciaux.

La Dépêche 7 juin 2021 : Le projet de loi « Grand Age » pourrait être présenté dans « le courant de l'été » au conseil des Ministres, avant de passer devant le parlement à la rentrée, a estimé hier, le Ministre des Solidarités et de la Santé, Oliver Véran

La Dépêche 8 juin 2021 : Les syndicats mettent en garde contre une réforme des retraites avant 2022. « Chacun assumera ses responsabilités » dit la CFDT. « Le gouvernement nous trouvera sur son chemin » reprend Solidaires .... S'ils refusent de « surréagir » à une réforme qui n'est pas encore annoncée, les syndicats ont l'arme au pied.

La Dépêche 10 juin 2021 : Pour Geoffroy Roux de Baisieux, patron MEDEF, une réforme des retraites doit être un sujet de débat de la Présidentielle. Il envisage une désindexation des pensions de l'inflation, et un relèvement de l'âge de départ à 64 ans. Pour faire cette réforme, il faut un capital politique.

AEF Info 8 juin 2021 : Interrogé sur les prévisions du COR (Conseil d'Orientation des retraites) sur les finances des régimes de retraite, Emmanuel macron répond qu'« à l'horizon des années à venir, le sujet existe pour notre pays ». On ne va pas dire, comme les enfants, que c'est « moins pire » que prévu, c'est quand même très mauvais, avec un déficit de plusieurs milliards d'euros ». Dans son rapport annuel, le COR estime que le besoin de financement s'est creusé « massivement », du fait de la crise sanitaire en 2020, à 13 milliards d'euros. C'est cependant moitié moins que prévu en novembre 2020, du fait de la révision à la baisse de l'espérance de vie, de la prise en compte de la surmortalité intervenue, et de la révision à la hausse du PIB.

AG2R 8 juin 2021 : Pour Isabelle Hébert, directrice stratégie chez AG2R La Mondiale, le vieillissement de la population doit inciter les groupes d'Assurance à « passer du mode assurantiel pur à un ensemble de service », afin d'être « un compagnon de cette longue vie ». AG2R a lancé un programme « Aux côtés des aidants ». En complément du « congé proche aidant », il s'agit de « proposer des offres assurantielles complémentaires pour compléter le revenu de l'aidant », en cas de dépendance ou de maladie d'un proche.

Pour André Renaudin, DG d'AG2R « le service à la personne est le prolongement naturel de l'assurance à la personne. On ne peut pas simplement verser des prestations monétaires et renvoyer à la vie civile, à tous les mécanismes étatiques ou locaux ; je pense que nous devons accompagner tous ceux qui ont des besoins nouveaux d'aides, de prévention ... ».

Le Monde 9 juin 2021 : Il est attribué à la génération des baby-boomers des idées et des attitudes peu flatteuses (conservatisme ... immobilisme ... scepticisme écologique).

PSI 10 juin 2021 : Le projet de décret qui vise à obtenir des CA plus représentatifs au sein des organismes de Sécurité Sociale lors du prochain renouvellement en 2022 a reçu des avis majoritairement défavorables.

AEF 10 juin 2021 : Olivier Veran lance trois missions dédiées à la Santé Publique. Elles portent sur l'organisation institutionnelle de la Santé Publique, la conception de la « Santé Grand public » à usage de la population, et la formation des professionnels de Santé.